

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

REPUBLIC OF CAMEROON  
PEACE-WORK-FATHERLAND



**RAPPORT DU MINISTERE  
DE LA JUSTICE SUR L'ETAT  
DES DROITS DE L'HOMME  
AU CAMEROUN EN 2010**

Yaoundé, Octobre 2011



# LISTE DES SIGLES ET DES ABREVIATIONS

AAA	: <i>African Action on Aids</i>
ADD	: Alliance pour la démocratie et le développement du Cameroun
ADPAM	: Projet d'appui au développement de la pêche artisanale maritime
AFP	: Alliances des forces progressistes
AGIR	: Appui à la gestion des initiatives rentables et à la professionnalisation dans l'enseignement supérieur
ANIF	: Agence nationale d'investigations financières
APE	: Association des parents d'élèves
ARSEL	: Agence de régulation du secteur de l'électricité
Art.	: Article
ARV	: Anti-rétroviraux
ASOJHAC	: Association des jeunes hommes d'affaires du Cameroun
BAD	: Banque africaine de développement
BIE	: Brigade des inspections environnementales
BIP	: Budget d'investissement public
BIT	: Bureau international du Travail
C2D	: Contrat de développement et de désendettement
CA	: Cour d'appel
CADEL	: Conférence africaine de décentralisation et du développement local
CAED	: Centre d'accueil des enfants en détresse
CAMWATER	: <i>Cameroon water utilities corporation</i>
CAO	: Cartographie assistée par ordinateur
CCC	: Complexe chimique du Cameroun
CDBF	: Conseil de discipline budgétaire et financière
CEDEF	: Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Chapitre 3

Le droit à la santé

mentation des enfants de moins de 05 ans, une bonne couverture vaccinale, la réduction de la mortalité infantile l'amélioration de la santé scolaire. L'extension de la stratégie de prise en charge intégrée des maladies de l'enfant (PCIME) s'est poursuivie en 2010. La mise en œuvre du Programme Elargi de Vaccination a permis d'obtenir des taux de couverture satisfaisants dont: 81,10% pour le tracer antigène (Penta3), 75,37% pour la vaccination contre la rougeole et 77,82% pour le TT2 avec une complétude des données de 99.24%, ce qui se situe au-delà de l'objectif de couverture vaccinale de 92%.

**434-** En ce qui concerne les enfants vivant avec le VIH/SIDA, sur le nombre de 560.306 personnes infectées, on a relevé en 2010, 48.736 cas d'enfants de 0 à 14 ans, ce qui représente 8,5%. Mais seulement 3 408 enfants infectés par le VIH/SIDA sont sous traitement gratuit antirétroviraux (ARV). Avec ce traitement gratuit par antirétroviraux (ARV) offert par l'Etat, on a observé une augmentation de la survie des personnes vivant avec le VIH/SIDA y compris les enfants infectés.

### **SECTION III : LA PROMOTION DE LA SANTE**

**435-** En plus des actions du Gouvernement dans ce domaine (§1), les organisations de la société civile telle que African Action on Aids (AAA) a également apporté un appui à la promotion de la santé (§2).

#### **§1: Les actions du Gouvernement pour la promotion de la santé**

**436-** En ce qui concerne la promotion de la santé, les activités du Gouvernement ont porté sur la nutrition (A), la vaccination (B), l'assainissement et l'hygiène hospitalière (C), la lutte contre les accidents de la circulation (D) avec un accent sur la communication et la sensibilisation du public (E).

#### **A: La nutrition**

**437-** Afin d'assurer la sécurité sanitaire des aliments d'origine animale et halieutique, le Gouvernement a procédé régulièrement à des inspections sanitaires vétérinaires au niveau des différents maillons de la chaîne alimentaire, notamment: la ferme, l'abattoir, les établissements de transformation, les marchés à bétail, les unités de conservation/stockage et de

### **3) L'organisation de la prise en charge des victimes**

**450-** Elle a été marquée entre autres par la signature de l'Arrêté n° 161/CAB/PM portant création, organisation et fonctionnement du comité du suivi médical des accidentés de la voie publique pour une rapide et meilleure prise en charge, la collecte et le traitement des données statistiques fiables et harmonisées sur les accidents de la route et des victimes.

#### **E : La communication et la sensibilisation du public**

**451-** La communication et la sensibilisation du public aux programmes de santé ont été assurées en particulier à travers la campagne nationale de vaccination contre la grippe pandémique A (H1N1) et les campagnes de vaccination contre les maladies évitables par la vaccination. Par ailleurs, des pairs éducateurs ont été formés à la sensibilisation sur la propagation des IST et du VIH/SIDA ainsi que sur les risques de grossesses précoces dues aux rapports sexuels non protégés et aux cas de viols des adolescentes et des adultes. La sensibilisation en matière de prévention du cholera a été engagée. Les consommateurs ont également été sensibilisés sur les pratiques de bonne hygiène alimentaire à travers les programmes de radio et de télévision.

#### **§2: Les actions de promotion de santé par la société civile**

**452-** En dehors des activités menées par l'ONG African Action on Aids (AAA) (A), d'autres organisations de la société civile se sont déployées dans le cadre de la couverture du risque de santé sociale (B)

#### **A : Les activités menées par African Action on Aids**

**453-** En 2010, l'AAA a consolidé et lancé son plan de santé préventive qui préconise des comportements positifs essentiels contre les maladies. Grâce à une aide substantielle accordée par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, AAA et MIFED ont procédé à la construction de 42 latrines appropriées dans les régions du Nord et du Centre dans les Caisses villageoises d'épargne et de crédit auto gérées (CVECA) suivantes: Goura, Teate, Nkolngok, Mbangassina, Bitam, Pela, Mengué-Kom,

Mvebekon, Abem, Zalom, Ngalla, Nlobole, Ebolakounou, Abemnedjock, Koum, Edou, Begni, Manakagna, Leka, Endinguili, Baliama, Yemessoa II, Talba, Minsoa, Nkouloutou, Zima, Nkolkosse, Ndjoré II, Mengang, Bibea, Kamba, Medjeme, CECA Akga, Eboman, Nomayos, Ngondi Mbele, Fang Biloun, Kane, Ate, Nsan, Essaboutou, Mimbang. Ceci constitue un exemple de partenariat dynamique entre l'Etat et les organisations de la société civile dans le secteur de la santé, ce qui permet au Gouvernement de réaliser ses objectifs de 1.200 000 latrines appropriées dans les zones rurales en 2020.

## **B : La couverture de la population en matière de mutualisation du risque maladie**

**454-** Le taux de couverture de la population en matière de mutualisation du risque maladie peut être analysé à travers le nombre de mutuelles de santé par district de santé (1) ainsi que le taux d'accessibilité (2).

### **1) Le nombre de mutuelles de santé par district de santé**

**455-** 158 mutuelles de santé fonctionnent au Cameroun réparties dans 70 des 178 districts de santé existants, ce qui représente un taux de 39.3 %. Certains districts disposent de plus d'une mutuelle de santé. Les régions du Nord-Ouest et de l'Ouest ont des pourcentages élevés de districts disposant d'au moins une mutuelle de santé soit respectivement 14 et 10 %. La région de l'Adamaoua présente une situation de contraste où seul le district de Ngaoundéré rural dispose de mutuelles de santé (14 au total avec une association des Mutuelles de Santé).

### **2) Le taux d'accessibilité**

**456-** La population couverte par un système d'assurance maladie est à environ 5%. Des données spécifiques ne sont pas disponibles en ce qui concerne l'accessibilité des groupes vulnérables (femmes, enfants, personnes handicapées et personnes âgées) aux mutuelles de santé parce que les adhésions sont généralement faites par les chefs de famille. Néanmoins, on peut signaler un taux d'adhésion d'environ 39,2 % en moyenne de femmes à ces mutuelles. Les plus forts taux d'adhésion des femmes sont

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

REPUBLIC OF CAMEROON  
PEACE-WORK-FATHERLAND



**REPORT BY THE  
MINISTRY OF JUSTICE  
ON HUMAN RIGHTS IN  
CAMEROON IN 2010**

Yaounde, October 2011

# ACRONYMS AND ABBREVIATIONS

AAA	: African Action on Aids
ADPAM	: Artisanal and Maritime Fishing Development Project
AfDB	: African Development Bank
AI	: Amnesty International
ANIF	: National Agency for Financial Investigation
ANOR	: Standards and Quality Agency
APERP	: Employment Promotion and Poverty Reduction Support Project
ARMP	: Public Contracts Regulatory Agency
ARSEL	: Electricity Sector Regulatory Agency
ARV	: Anti-Retro Viral
ASOJHAC	: Association of Young Businessmen of Cameroon
BEPC	: Brevet d'Etudes du Premier Cycle
BIP	: Public Investment Budget
BRIE	: Environmental Inspections Brigade
CA	: Court of Appeal
CAA	: Autonomous Sinking Fund
CADEL	: African Conference on Decentralization and Local Development
CAMTEL	: Cameroon Telecommunications
CAMWATER	: Cameroon Water Utilities Corporation
CAPIEMP	: Pedagogical Aptitude Certificate for Teachers of Nursery and Primary Education
CEP	: Certificat d'Etudes Primaires
CCC	: Cameroon Chemical Complex
CDBF	: Budgetary and Financial Discipline Board
CDU	: Cameroon Democratic Union
CEDAW	: Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women
CENAME	: National Centre for the Supply of Drugs and Essential Medical Consumables
CEPE	: Certificat d'Etudes Primaires Élémentaires

Chapter

3

RIGHT TO HEALTH

### 3) Care for Victims

450- It was marked by the signing of Order No. 161/CAB/PM on the setting up, organization and functioning of the committee for the medical follow-up of highway casualties for quick and better management, collection and processing of reliable and harmonized statistics on road accidents and victims.

### E: Communication and Public Awareness

451- Communication and public awareness of health programmes was ensured in particular through the national vaccination campaign against pandemic influenza A and immunization campaigns against diseases preventable through vaccination. Furthermore, peer educators were trained on awareness in the spread of STIs and HIV/AIDS as well as the risk of teenage pregnancy due to unprotected sex and rape of teenage girls and adults. Cholera prevention awareness was equally initiated. Consumers were also sensitized on good food hygiene practices through television and radio programmes.

### §2: Civil Society Action to Promote Health

452- Apart from activities carried out by the **NGO African Action on AIDS (AAA)**, other civil society organizations were involved in social health risk coverage.

### A: Activities by African Action on Aids

453- In 2010, AAA consolidated and launched its Preventive Health Plan which comprises essential positive behaviour against diseases. With the help of a substantial grant secured by the Ministry of Agriculture and Rural Development, AAA and MIFED built 42 appropriate latrines in the North and Centre Regions in the following Self-managed Rural Savings and Loan Funds: Goura, Teate, Nkolngok, Mbangassina, Bitam, Pela, Mengu\_Kom, Mvebekon, Abem, Zalom, Ngalla, Nlobole, Ebolakounou, Abemedjock, Koum, Edou, Begni, Manakagna, Leka, Endinguili, Baliama, Yemessoa II, Talba, Minsoa, Nkouloutou, Zima, Nkolkosse, Ndjor\_II, Mengang, Bibebe, Kamba, Medjeme, CECA Akga, Eboman, Nomayos, NgondiMbele, Fang Biloun, Kane, Ate, Nsan, Essaboutou, Mimbang. This is an example of a dynamic partnership between the State and civil society organizations in the health sector, allowing Government to achieve its 2020 objectives of 1,200 000 appropriate latrines in rural areas.